

BURKINA FASO



REUNION DU GROUPE DE SOUTIEN ET DE SUIVI SUR LA CRISE AU MALI

DECLARATION

**DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR DJIBRILL YIPENE BASSOLE**

*MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION REGIONALE*

Bamako le 19 octobre 2012

Vérifier au prononcer

Monsieur le Président,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais avant toute chose me réjouir de l'initiative de l'Union Africaine de convoquer la présente réunion du groupe de soutien et de suivi, en vue de définir une stratégie globale et cohérente pour la résolution de la crise que connaît le Mali, depuis le déclenchement de la rébellion armée le 17 janvier 2012 et l'avènement du coup d'Etat le 22 mars 2012.

En guise de contribution à la définition de cette stratégie de sortie de crise, vous me permettrez de vous faire un aperçu de l'action de la Médiation de la CEDEAO conduite par le Président du Burkina Faso, SEM Blaise COMPAORE, aussi bien dans le rétablissement de l'ordre constitutionnel que dans le processus de normalisation de la situation au Nord du Mali.

1- le retour a l'ordre constitutionnel normal

Face à la double crise institutionnelle et sécuritaire que connaît le Mali, le retour à l'ordre constitutionnel a été déterminé comme une priorité dans la résolution de cette crise et un préalable à toute autre

forme de collaboration et de coopération avec la CEDEAO et la communauté internationale.

C'est ainsi que la Médiation de la CEDEAO s'est attachée à obtenir de l'ex junte militaire, la déclaration solennelle du 1^{er} avril 2012, l'accord cadre du 6 avril 2012 et le protocole d'entente du 20 mai 2012.

Malgré les graves incidents qui ont émaillé la mise en œuvre de ces accords politiques, on peut se féliciter du fait que la transition du Mali soit dirigée par une personnalité civile constitutionnellement désignée et que toutes les institutions de la République aient été rétablies pour la durée de cette transition.

Le concept stratégique qui fait l'objet de nos réflexions, devrait soutenir les autorités maliennes de la transition dans l'élaboration d'une feuille de route précise ayant pour but l'organisation d'élections démocratiques et la réunification du territoire malien.

2- La normalisation de la situation au Nord du Mali

La crise sécuritaire au Nord du Mali se caractérise par sa complexité et la combinaison de plusieurs facteurs d'insécurité dont la rébellion armée touaregs, la criminalité transfrontalière organisée, l'extrémisme religieux et le terrorisme.

Les mouvements armés maliens ont volontairement ou involontairement créé les conditions favorables à la recrudescence du crime organisé et du terrorisme, perpétrés par des groupes armés à vocation transnationale.

De ce qui précède, le processus de normalisation et de restauration de l'autorité de l'Etat malien au Nord du Mali, requiert des mesures de rigueur et de fermeté, doublées d'une approche politique et diplomatique. La Médiation de la CEDEAO, pour sa part, s'attelle à promouvoir le dialogue politique entre les mouvements armés maliens et le gouvernement de transition, en vue d'aboutir à la réunification politique du pays et à la réconciliation nationale.

Pour ce faire, les entretiens avec les responsables des mouvements armés ont permis d'aboutir à la remise de la plateforme politique du MNLA au Médiateur de la CEDEAO le 7 octobre 2012.

Les concertations se poursuivent avec Ansardine qui s'est montré favorable à la recherche d'une solution négociée de sortie de crise.

La Médiation de la CEDEAO mettra en place un cadre formel de dialogue en vue de la recherche d'une solution politique négociée, équitable, juste et durable à la crise du Nord du Mali.

Ce dialogue devra consacrer les principes suivants :

- le recours au dialogue et à la négociation pour le règlement politique de la crise et le traitement des causes profondes de la rébellion armée dans le nord du Mali ;
- le respect de l'unité nationale et de son intégrité territoriale ;
- le respect des droits de l'Homme, de la dignité humaine et des libertés fondamentales ;
- le respect de l'égalité entre les citoyens maliens ;
- le rejet de toute forme d'extrémisme et de terrorisme ;

Excellences

Mesdames et Messieurs

Le Médiateur de la CEDEAO soutien l'idée d'élaborer un concept stratégique qui combinerait l'approche politique pour résoudre les causes profondes du conflit et la lutte contre le fléau du terrorisme et du crime organisé, dont la montée constitue une réelle menace pour la paix la stabilité et le développement social et économique.

Pour aider efficacement le Mali les communautés régionales et internationales doivent harmoniser leurs approches, et la tenue même de notre présente réunion en est un signal fort et positif.

A cet égard, les dernières résolutions du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine et du Conseil de Sécurité des Nations Unies, donnent des directives idoines dont la mise en œuvre permettra de réaliser une paix stable au nord du Mali et dans la région du Sahel de manière générale.

Je vous remercie de votre attention.